

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 15 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EYREIN INDUSTRIE ENTREPOTS

ZAC DE LA MONTANE

Allée des Iris

19800 Eyrein

Références : 2025-12-15 UiD192025-0134r georisques

Code AIOT : 0003102471

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement EYREIN INDUSTRIE ENTREPOTS implanté ZAC DE LA MONTANE Allée des Iris 19800 Eyrein. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EYREIN INDUSTRIE ENTREPOTS
- ZAC DE LA MONTANE Allée des Iris 19800 Eyrein
- Code AIOT : 0003102471
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exerce principalement une activité de stockage des produits finis issus du site exploité par la société EYREIN sur le site de la ZI Croix St Pierre à Eyrein.

Suite à la télédéclaration réalisée par l'exploitant le 26/12/2024, le site initialement soumis à déclaration au titre de la rubrique 1510 (récépissé de déclaration du 29/03/2016) relève désormais également du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4510, pour un volume maximum de produits stockés égal à 90 tonnes.

L'installation est ainsi soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du Code de l'environnement.

Outre le Code de l'environnement, les actes administratifs précités et les arrêtés ministériels du 23/12/1998 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous "l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 4510, 4741 ou 4745" et du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ont servi de référentiels pour l'inspection.

Thèmes de l'inspection :

-
- Situation administrative
- Contrôle périodique
- Risque incendie
- Produits chimiques
- Conditions de stockage
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Autre du 29/03/2016	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Maintenance des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Risque incendie - moyens de secours	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 22	Demande d'action corrective	2 mois
9	Risque incendie - Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Demande d'action corrective	1 mois
11	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 9	Demande d'action corrective	3 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 5.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 1.1.2	Sans objet
6	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 12	Sans objet
10	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site apparaît propre et bien tenu et les prescriptions des arrêtés ministériels du 23 décembre 1998 et du 11 avril 2017 sont globalement respectées. Des justificatifs et actions correctives sont attendus de la part de l'exploitant et devront faire l'objet d'une communication à l'Inspection selon les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Autre du 29/03/2016
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Récépissé de déclaration pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits finis (produits d'entretien) dont le volume maximal de la cellule de stockage est de 26 478 m³ sur le territoire de la commune d'Eyrein.</p> <p>Ce site relève de la nomenclature des installations classées, au titre des rubriques indiquées suivantes : 1510-3 (DC), 2925 (NC) (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, le 26/12/2024, a réalisé une télédéclaration au titre de la rubrique 4510, pour un volume maximum de produits stockés égal à 90 tonnes.</p> <p>Ainsi, outre son classement sous le régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1510, le site relève désormais également du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4510.</p> <p>De plus, lors de la présente inspection, l'exploitant a confirmé à l'Inspection qu'aucune autre modification n'avait été réalisée sur le site et que la puissance de charge des ateliers était toujours de 15 kW (non classé au titre de la rubrique 2925).</p> <p>L'exploitant a néanmoins fait part à l'Inspection de son projet d'extension du présent entrepôt visant à augmenter sa capacité de stockage de produits classés 4510 au-delà du seuil Seveso Seuil bas fixé à 100 t. Le site deviendrait ainsi classé Seveso Seuil bas par dépassement direct du seuil susvisé. L'exploitant a indiqué avoir reçu la veille de la présente inspection, un devis du bureau d'études ECOSAVE en vue de rédiger le dossier d'autorisation environnementale idoine.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection, sous 2 mois, le calendrier prévisionnel de ce projet (date de dépôt prévisionnel du dossier, début des travaux envisagé, date de mise en service projetée...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 1.4
Thème(s) : Autre, Mise à disposition du dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et les bruits, - les rapports des visites, - les autres documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant disposait de l'ensemble des pièces constituant son dossier de déclarations sous la forme dématérialisée sans garantie sur la possibilité de pouvoir le consulter dans son intégralité en cas de perte d'utilités (chacune des pièces étant consultable individuellement le cas échéant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant s'assure de disposer, en toutes circonstances et au plus tard dans un délai d'un mois, d'un dossier tenu à jour, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique et constitué a minima des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et les bruits, - les rapports des visites, - les autres documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle par un organisme agréé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p> <p>[...]</p> <p>Article R. 512-59-1 du Code de l'environnement :</p> <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant, lors de la présente inspection, a indiqué avoir fait réaliser le 1^{er} contrôle périodique de l'installation au titre la rubrique 4510 le 29/10/2025 par l'entreprise SOCOTEC.</p> <p>Le rapport en date du 3/11/2025, communiqué par l'exploitant par courriel du 28/11/2025, relève aucune non-conformité majeure mais une autre non-conformité relative au dépassant du seuil de 90 t déclaré au titre de la rubrique 4510 (quantité présente : 93 t), sans pour autant dépasser le seuil des 100 t conduisant à classer le site en Seveso seuil bas.</p> <p>Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué avoir intégré dans son état des stocks un calcul automatique permettant de visualiser le dépassement du Seuil Seveso bas sans pour autant s'être attaché au respect du seuil de 90 t au titre de la rubrique spécifique 4510 (cf. point de contrôle n°4 ci-après).</p>

De plus, l'exploitant a indiqué que le dernier contrôle périodique au titre de la rubrique 1510 avait été réalisé le 13/02/2017. Ainsi, compte tenu de la certification ISO14001 du site, le prochain contrôle périodique sera ainsi à réaliser au plus tard en 02/2027. Il est rappelé qu'il n'avait été relevé aucune non-conformité majeure lors de ce contrôle par l'organisme agréé (cf. rapport de la précédente visite d'inspection). **Néanmoins le référentiel de contrôle (arrêté ministériel du 11/04/2027 modifié désormais applicable) ayant évolué, l'exploitant est invité à réaliser en préalable du futur contrôle un recollement aux prescriptions nouvellement applicables, en complément des différents points déroulés par sondage par l'Inspection lors de la présente visite, et à engager les actions correctives adaptées si besoin.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 3.5

Thème(s) : Produits chimiques, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.
Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

AM du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 - Annexe II - article 1.4 - Etat des matières stockées :

II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant, lors de la présente visite, a présenté à l'Inspection l'état des stocks actualisé à la date du jour. Cet état des stocks a par ailleurs été transmis par courriel à l'Inspection le 28/11/2025.

Cet état des stocks disponible en toutes circonstances en version informatique (avec sauvegarde instantanée sur un serveur en datacenter et sur une clé) indique la présence de :

- 80,586 t de produits classés 4510 (seuil minimum conduisant à relever du régime de l'autorisation ICPE et du Seuil Seveso bas : 100 t)
- 780 kg de produits classés 4511 (seuil minimum conduisant à relever du régime de la déclaration ICPE : 100 t)
- 9,525 t de produits classés 1630 (seuil minimum conduisant à relever du régime de la déclaration ICPE : 100 t)
- 29,237 t de produits classés 4331 (seuil minimum conduisant à relever du régime de la déclaration ICPE : 50 t).

Déclaré au titre de la rubrique 4510 pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement au plus égal à 90 tonnes, cet état des stocks est conforme à la situation administrative déclarée par l'exploitant.

Cet état des stocks ne reflète pas néanmoins la quantité spécifique des produits considérés comme combustibles par l'exploitant, par défaut, il est considéré une quantité de matières combustibles supérieure à 500 tonnes dans un volume équivalent à l'intégralité de l'entrepôt.

De plus, l'exploitant a récemment intégré à son suivi des stocks le calcul issu de l'application de la règle de cumuls SEVESO. Il apparaît néanmoins que ce calcul est surestimé du fait de l'addition, dans un même calcul, des résultats des 3 règles de cumul Sa, Sb et Sc. Le résultat de ce calcul, établi le jour de la présente visite et quand bien même il est surestimé, est égal à 0,82 au regard des seuils Seveso Bas applicables. Il est donc confirmé que le site ne relève pas de la Directive Seveso et donc de la rubrique 4001 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant a par ailleurs indiqué sur son état des stocks les emplacements de chaque produit (allées et étagères), les mentions de dangers associées et leur état physique. Il a également précisé que cet état des stocks était actualisé de façon a minima journalière et qu'un inventaire tournant était réalisé tous les ans (au mois de juin/juillet). Il a néanmoins été constaté l'absence de plan des matières stockées précisant par analogie avec l'état des stocks, l'emplacement des allées référencées. Seul un plan général des installations indiquant les différentes zones de dangers a été élaboré et affiché au sein de l'entrepôt.

Enfin, l'exploitant a présenté, sur l'ordinateur présent dans le bureau des agents de la logistique présent à côté des quais, le système permettant d'accéder aux FDS des produits stockés. Il a, à ce titre, été consulté par sondage la FDS du produit Alcachlore M 40 qui n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de disposer en toutes circonstances d'une évaluation cohérente du statut de l'établissement au regard de la Directive SEVESO, l'exploitant doit ajuster, sous 1 mois, son tableau d'état des stocks afin d'y déployer l'application stricte de la règle de cumul SEVESO seuil bas présentée à l'article R.511-11-II du même Code (un calcul par somme Sa, Sb ou Sc).

Il doit par ailleurs intégrer dans son tableau d'état des stocks le seuil de 90 tonnes associé à la rubrique 4510 (correspondant au seuil déclaré par l'exploitant dans sa demande initiale) en lieu et place du seuil de 100 tonnes actuellement indiqué (correspondant au seuil minimum conduisant à relever du régime de l'autorisation ICPE et du seuil Seveso bas).

L'exploitant transmet à ce titre à l'Inspection, sous 1 mois, l'état des stocks ainsi ajusté et différenciant les matières combustibles de celles qui ne le sont pas. Il transmet par ailleurs dans le même délai le plan général des stockages, intégrant au besoin, la répartition des allées telles que référencées sur l'état des stocks ou à défaut, la dénomination des différentes parties du bâtiment donnant lieu à une différenciation de dénomination dans le tableur de suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 3.6
Thème(s) : Autre, Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés, notamment par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. AM 11/04/2017 - Annexe II - article 15 Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées (...)
Constats : Le site réalise des contrôles périodiques de ses installations électriques. Les certificats Q18 d'octobre 2023 et 2024, certifiant de l'absence de risque d'incendie et d'explosion et ne faisant mention d'aucune anomalie, ont été consultés par l'Inspection lors de la présente inspection. Dans les rapports de vérifications associés, réalisées respectivement le 3/10/2023 et le 02/10/2024, une seule observation a été relevée par l'organisme de contrôle en 2024. Il s'agit d'une fixation non assurée d'un luminaire dans l'allée D de l'entrepôt. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué avoir échangé avec l'électricien à ce sujet mais sans avoir aucune certitude que l'observation ait été levée. Un registre permettant de tracer les observations relevées par les organismes de contrôle et les actions correctives apportées pourraient être une bonne pratique afin de répondre à ce constat.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'Inspection, sous 1 mois, le rapport de vérification des installations électriques réalisée fin 2025 accompagné, le cas échéant, des actions correctives envisagées afin de lever les éventuelles non conformités ou observations relevées par l'organisme vérificateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
Constats : <p>L'établissement est équipé d'une détection automatique d'incendie par aspiration asservie à une alarme incendie reliée à un service de télésurveillance.</p> <p>En cas de déclenchement de l'alarme, la société de télésurveillance contacte le personnel d'astreinte 24h/24 et 7j/7 de l'entreprise Eyrein. La levée de doute ne pouvant être réalisée à distance, l'agent d'astreinte a pour obligation de pouvoir se déplacer en moins de 30 minutes sur le site afin vérifier la cause de cette alerte et d'agir en conséquence (appel des secours et/ou réarmement de l'alarme).</p> <p>Lors de la présente visite, il a été constaté l'absence de défaut sur la centrale incendie qui est par ailleurs contrôlée semestriellement par l'entreprise VINCI. Il a également été constaté l'affichage de la consigne relative aux actions à mettre en œuvre en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque incendie - moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ;- d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ;- un système interne d'alerte incendie. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. AM 11/04/2017 - annexe VI point 13 - Moyens de lutte contre l'incendie Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Lors de la présente inspection, il a été constaté que le site était équipé conformément à la description faite par l'exploitant dans sa télédéclaration du 26/12/2024, à savoir :

- d'un système de détection incendie,
- d'un système anti-intrusion,
- d'un parc d'extincteurs (au nombre de 45 dont 2 sur roues),
- d'une installation de robinets d'incendie armés (10 RIA)
- d'un bac de sable à proximité des quais.

L'exploitant a ainsi présenté à l'Inspection les derniers rapports de vérifications annuelles des extincteurs et des RIA et les attestations Q4 et Q5 correspondantes. Ces derniers, faisant suite aux contrôles réalisés par l'entreprise Desautel le 7/04/2025 pour les extincteurs et le 19/02/2025 pour les RIA ne présentent pas d'observations.

Il a par ailleurs été constaté, par sondage lors de la visite, que les extincteurs et RIA contrôlés disposaient d'une étiquette sur laquelle était indiquée la date de 04/2025 pour les extincteurs et 02/2025 pour les RIA.

Il a cependant été constaté que plusieurs extincteurs et RIA présents sur le site n'étaient pas accessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérants.

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'absorbant au sein de l'entrepôt et de neutralisant mis à disposition du personnel dans le bureau logistique qui se situe à proximité directe des quais et du stockage.

Il a par ailleurs été constaté la présence d'un poteau incendie à moins de 100 mètres de l'entrepôt ainsi qu'une bâche incendie à 200 mètres de l'établissement et commune à la zone d'activité.

De plus, il a été constaté l'affichage des consignes de sécurité relatives notamment aux règles à appliquer en cas de manipulation et de déversement de produits chimiques et en cas d'incendie. Il a par ailleurs été constaté que l'entrepôt ne disposait pas de système de sprinklage.

Enfin, l'exploitant a présenté le plan des installations indiquant les différentes zones de dangers et les moyens de lutte contre l'incendie mis en place. Ce plan ne précisant pas néanmoins la présence de la nouvelle bâche incendie mise en place sur la zone d'activité à 200 m de l'établissement, l'exploitant a indiqué être en cours de mise à jour de ce dernier. Ce nouveau plan, transmis par courriel le 28/11/2025, ne correspond pas néanmoins à celui affiché au sein de l'entrepôt.

Il a de plus été constaté que la zone ATEX était signalée et isolée du reste de l'entrepôt par une porte coupe-feu.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : En complément des contrôles décrits précédemment, l'Inspection a vérifié les dispositions mises en œuvre par l'exploitant afin d'assurer une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie tels que les exutoires et les portes coupe-feu. Les 2 derniers rapports de vérifications semestrielles des portes coupe-feu réalisées par l'entreprise RIOU le 3/01/2025 et le 10/06/2025 ont été consultés. Ces rapports ne font pas apparaître de dysfonctionnements et aucune observation n'a été relevée par l'entreprise de contrôle. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une porte coupe-feu maintenue ouverte entre le local de charge et l'entrepôt. Cette porte coulissante, en bon état apparent, dispose d'un système de fermeture automatique asservi à la centrale incendie et au bouton d'arrêt d'urgence. De plus, les 2 derniers rapports de vérifications annuelles du système pneumatique de désenfumage réalisées le 12/12/2024 et le 20/11/2025 par l'entreprise SIA ont été transmis par l'exploitant par courriel du 28/11/2025. Ces rapports concluent à l'état fonctionnel des équipements tout en listant néanmoins plusieurs anomalies (1 en 2024 et 7 en 2025 dont aucune récurrente). Sur le rapport 2025, il est précisé la mention manuscrite « <i>devis validé le 26/11/2025 (SIA)</i> » ayant pour objet de répondre à l'ensemble des anomalies relevées dans le rapport 2025. De plus, ne s'agissant pas d'observations récurrentes, l'Inspection déduit que l'exploitant a mis en place les actions nécessaires afin de lever l'observation de 2024 quand bien même il n'a pas présenté les justificatifs associés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le registre permettant de consigner la réalisation des vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie pourrait utilement être complété par le recensement des observations relevées par les organismes de contrôle et les actions correctives apportées en suivant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Risque incendie - Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants (...).</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 [accessibilité] de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 [plan des réseaux avec description des dangers pour chaque local] et 3.5 [des plans des locaux et consignes pour l'accès des secours] de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe [système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké] ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15 [Installations électriques et équipements métalliques] , lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22 [indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance] . <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>

Constats :

Le rapport d'inspection du 05/04/2022, indiquait que « *le plan de défense incendie doit être complété par les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017* ». Dans sa réponse datée du 03/05/2022, l'exploitant indiquait que le PDI avait été complété du plan des zones à risques, des consignes d'accès des secours et des plans des réseaux d'évacuation des eaux.

Interrogé à ce sujet lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté son PDI mis à jour avec ses pièces annexes le 10/11/2025. Ce dernier transmis par courriel à l'Inspection le 28/11/2025 intègre notamment :

- la consigne de sécurité en cas d'incendie,
- le plan des zones à risques et des moyens de lutte contre l'incendie,
- le protocole rétention,
- l'affichage obligatoire code du travail,
- l'affichage d'accès pour les pompiers.

Il est cependant relevé l'absence sur le plan des zones à risques, des murs coupe-feu.

De plus, lors de la présente inspection, l'exploitant a confirmé ne pas disposer de plan d'opération interne mais a précisé organiser chaque année des exercices mettant en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie. Les 2 derniers exercices réalisés à ce titre et concomitamment avec les exercices d'évacuation du personnel les 7/04/2024 et 12/11/2025 ont permis par ailleurs de tester l'alarme incendie et le bouton d'arrêt d'urgence dont il est fait mention au point de contrôle n°12.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de défense incendie complété par la matérialisation, sur un plan, des murs coupe-feu présents au sein de ses installations devra être compilé dans un seul et même dossier afin d'être transmis, sous un mois, au service d'incendie et de secours ainsi qu'à l'Inspection en copie. L'exploitant devra en assurer la mise à jour autant que de besoin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - point 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques, etc.). Ce risque est signalé.

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le plan des installations indiquant les différentes zones de dangers.

Ce plan n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 9

Thème(s) : Produits chimiques, Stockage

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
 - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
 - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté le stockage des produits finis liquides, classés pour la plupart au titre de la rubrique 4510 de la nomenclature, sur des palettiers dont la hauteur est supérieure à 5 m (6 m selon l'exploitant). Or, en l'absence de système d'extinction automatique, la hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre à l'Inspection les actions correctives qu'il envisage de mettre en place afin de respecter, au plus tard sous 6 mois, les dispositions de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs anti-déversement de matières dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident se fait, comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.</p> <p>AM 23/12/1998 - Annexe I - article 2.9 Rétention des aires et locaux de travail</p> <p>Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration transmise le 26/12/2024 indique : « <i>Site aménagé pour confiner un déversement accidentel et les eaux d'extinction d'incendie sur le site avec : seuils surélevés de 10 cm au niveau des ouvertures de l'entrepôt, cuve enterrée de 3000 l qui reçoit les écoulements issus du bâtiment, vanne guillotine sur le réseau pluvial qui active la mise en charge du réseau PEHD et la rétention extérieure (quai, zone bennes).</i> »</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence de seuils de 10 cm au niveau de la zone de stockage des produits et d'une pente dirigée des quais vers le fond de l'entrepôt afin de diriger tous les effluents liquides éventuellement épandus vers la zone de rétention interne reliée à la cuve de rétention de 3000 litres.</p> <p>De plus, la consigne relative à la mise sur rétention et au confinement des eaux d'extinction et des produits polluants a été présentée. L'exploitant a à ce titre précisé à l'Inspection que la cuve de rétention de 3000 litres était équipée d'une alarme se déclenchant si le niveau d'eau s'élevait dans la cuve. Le déclenchement de cette alarme doit ensuite conduire à la fermeture de la vanne d'isolement des effluents sur site par action du bouton poussoir présent dans le bureau logistique ou, le cas échéant, par manipulation manuelle de cette dernière.</p>

Lors de la visite sur site, il n'a cependant pas été constaté l'affichage des consignes de manipulation de la vanne associée. Ainsi, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a testé la fermeture automatisée de la vanne guillotine sur le réseau pluvial qui active la mise en charge du réseau PEHD et des rétentions intérieure et extérieure. Or, le déclenchement de cette dernière ayant été conservée, à la suite du précédent exercice, en position manuelle, la vanne ne s'est donc pas fermée automatiquement suite à l'action du bouton d'urgence.

La manipulation manuelle de cette dernière a néanmoins permis de vérifier sa bonne fermeture.

L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'Inspection réaliser tous les 4 mois une vérification de la cuve (absence de liquides) et de l'alarme associée. Le registre mis en place par l'exploitant pour consigner ces contrôles a été consulté lors de la présente inspection. Les derniers contrôles ont été réalisés les 11/07/2025, 21/10/2025, 23/10/2025 et les 12 et 13/11/2025. Interrogé sur ces derniers contrôles rapprochés, l'exploitant a indiqué qu'ils avaient été réalisés suite au déclenchement de l'alarme faisant suite à la présence de liquide dans la cuve provenant probablement d'une infiltration d'eau depuis l'extérieur de cette dernière (porosité à une jonction supposée par l'exploitant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, sous 1 mois à l'Inspection, un devis établi par une entreprise spécialisée afin de rendre opérationnelle, en toutes circonstances et au plus tard sous 2 mois, la cuve de 3000 l qui présente des signes de porosité.

Il doit par ailleurs s'assurer que le déclenchement de la vanne est positionné, en toutes circonstances, en automatique et il réalise, sous 1 mois, l'affichage de la consigne associée à la manipulation de cette vanne tout en rappelant à son personnel son mode de fonctionnement. Il transmet à l'Inspection dans ce même délai les justificatifs associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois